



300 MILLIONS D'ÉCONOMIES POUR LES FINANCES DE LA FWB

Un rapport sur l'état des finances de la FWB a été déposé par 11 experts choisis par le gouvernement. Il est accompagné de diverses recommandations.

La démarche est à saluer sur son principe, mais aussi sur le scope des aspects traités et des propositions formulées. À ce stade, la question est plus d'être au clair sur l'état de la situation des finances que de s'appesantir sur les mesures à prendre.

Le moment est compliqué tant l'expression des besoins est criante. Entre autres, le secteur de la jeunesse (SAJ) et de la petite enfance, qui sont des acteurs proches de l'école, vivent des moments de crise qui interpellent notre société. Le déficit en euro constant des universités et des hautes écoles est une évidence. Le manque d'éducateurs dans l'enseignement fondamental est visible dans les zones à population plus précarisée. Le nombre d'élèves en situation d'handicap augmente alors même que la trajectoire du Pacte pour un Enseignement d'excellence en prévoyait une diminution... Il y a donc bien du pain sur la planche. Le problème criant, c'est qu'il n'y a plus grand-chose à partager et que les promesses des uns et des autres sont bien difficiles à mettre en place. C'est plus que jamais le moment de se souvenir des missions de la FWB, de ses ambitions au regard de ses moyens. Il y a des choix où effectivement les sensibilités politiques doivent se marquer.

Dans cette affaire, tout est relatif puisque 300.000.000 €, c'est en fait 2% du budget.

Plus inquiétant que les mesures elles-mêmes, c'est le climat dans lequel tout cela se passe. Il y a peu, je demandais qu'on soit vigilant à la manière de respecter les acteurs des différents secteurs de la FWB. Les acteurs de terrain ne sont pas responsables de l'évolution des finances publiques, les bénéficiaires non plus. Il ne sert à rien de les stigmatiser ou de les brutaliser.

Nos gouvernants peuvent envisager une progressivité des mesures, et ce dans le respect des projets qu'ils ont eux-mêmes parfois initiés. Fin 2024, le gouvernement a enflammé les acteurs de l'enseignement qualifiant avec diverses mesures très impactantes. Dans la foulée, on tente de nous vendre le CDle, une réforme des pensions et une réforme du tronc commun. Un climat politique tendu et un climat social électrique peuvent faire craindre le pire dans la façon dont les décisions se prendront et s'appliqueront.

Dans le vivre-ensemble, il y a divers moments. Le temps de la colère qui est bien nécessaire pour évacuer toute l'émotion que ces constats et ces mesures amènent. Le temps du bon sens qui doit nous aider à relativiser, à mesurer et à les équilibrer. Le temps de la pédagogie pour informer, dialoguer être capable aussi d'écouter. Le temps de la vision pour un avenir qui doit être serein pour le plus grand nombre.

Alexandre Lodez,

Secrétaire général | 29 septembre 2025